

La politique étrangère de l'Union soviétique

Christian Rakovsky

Source : *Foreign Affairs*, juillet 1926.

<https://www.marxists.org/archive/rakovsky/1926/07/forpolicy.htm>

Traduction française et notes par MIA.

Mon but n'est pas de prétendre faire une présentation systématique et complète de la politique étrangère de mon gouvernement, mais de définir certaines lignes directrices qui pourraient aider à comprendre les relations entre l'Union soviétique et d'autres puissances, ainsi que l'attitude que le gouvernement soviétique a adoptée à l'égard de divers problèmes internationaux.

Afin de comprendre la politique étrangère de la République soviétique, il est essentiel de se pencher d'abord sur une autre question plus générale. Quel est l'objectif de la politique étrangère de chaque pays ? La politique étrangère, on le comprendra aisément, n'est qu'une projection de la politique intérieure et, de toute évidence, elle est étroitement liée à l'organisation politique et sociale de la nation et à ses institutions en général. Chaque gouvernement s'efforce d'établir avec les autres pays le type de relations le plus favorable au renforcement et au développement de ses propres institutions.

Cette règle générale s'applique de toute évidence au gouvernement soviétique. Probablement rares sont les personnes qui continuent à penser, à tort, que le régime créé en Russie par le triomphe de la révolution d'octobre 1917 était un épisode passager, le résultat d'un coup de force organisé par une poignée d'hommes étrangers à l'histoire du pays agissant contre la volonté du peuple et contre les intérêts et les aspirations de la nation.

Le fait que le gouvernement soviétique ait résisté pendant huit ans et que personne ne mette en doute sa stabilité politique, prouve que son apparition n'était pas un accident mais, pour des raisons profondes, une nécessité tant dans l'évolution de la Russie que du monde entier.

Sans entrer dans une analyse détaillée de la Russie tsariste, on peut noter les trois caractéristiques suivantes de son organisation politique et sociale :

1. L'existence d'une classe aristocratique féodale possédant une grande partie des terres et tenant sous sa domination et son exploitation les paysans qui constituaient les trois quarts de la population. Un régime absolutiste, avec une bureaucratie qui avait tous les vices des bureaucraties non contrôlées, était indispensable pour maintenir le pouvoir de cette classe féodale.

2. Une classe capitaliste beaucoup plus faible parce que le système agraire féodal entravait le développement économique du pays, mais qui pour cette raison même était plus féroce encore dans l'exploitation des ouvriers.

3. De nombreuses minorités nationales, toutes ensemble majoritaires par rapport à celle que l'on pourrait appeler à juste titre celle des Grands Russes, mais assujetties à la domination du tsarisme et privées non seulement de droits politiques mais aussi des droits les plus élémentaires de développement de leur propre culture.

En conséquence de tout cela, des forces formidables se sont opposées à l'ancien régime : paysans, ouvriers et minorités nationales, n'attendant que le moment propice pour le renverser. La guerre en fournit l'occasion ; elle a totalement désorganisé l'appareil gouvernemental et militaire et a ouvert les yeux des personnes qui s'étaient soumises de manière apathique au régime tsariste sur son inaptitude totale et sa sénilité.

On peut estimer comme un fait établi que ce n'est pas la révolution qui a poussé la Russie à quitter la guerre, mais le tsarisme qui a exigé de ses sujets un effort bien supérieur à leur force et qui s'est ainsi détruit et a préparé la voie à la révolution. A cours des trois premiers mois de la guerre, il est important de se rappeler que le gouvernement tsariste avait mobilisé 4 000 000 de soldats, tandis que la France en avait mobilisé 3 000 000 et l'Angleterre 165 000. De plus, si l'on prend en considération le fait que les revenus par habitant s'élevaient à 43,10 dollars en Russie, à 260 dollars en Grande-Bretagne et à 182,50 dollars en France, ceci révèle encore plus combien l'effort que la Russie était appelée à fournir était disproportionné par rapport aux ressources économiques du pays.

Selon les statistiques du général allié Stafi, pendant ses trois années de guerre, la Russie avait mobilisé 15 000 000 d'hommes (18 000 000 selon l'état-major général russe). Le nombre de tués s'élevait à 2 500 000. Ce qui a assuré la victoire du parti bolchevique, c'est le fait qu'il avait anticipé les aspirations des ouvriers, des paysans et des minorités nationales - c'est-à-dire des grandes masses populaires - et avait mis fin à la participation de la Russie à la guerre.

Avant même notre arrivée au pouvoir, le front russe avait en réalité cessé d'exister. La désorganisation de l'armée avait été attestée avant même la première révolution de février 1917, lorsque le nombre de déserteurs dépassait le million. L'offensive organisée par le gouvernement Kérénsky en juin 1917 n'avait fait qu'accélérer cette désorganisation et renforcer la haine populaire vis-à-vis de la guerre.

Tel était le cadre historique de la révolution d'octobre 1917. Ce rappel des origines du pouvoir soviétique est nécessaire pour expliquer sa politique étrangère, dont le but devait être la défense du nouvel ordre des choses en Russie. La première manifestation de cette politique étrangère fut ainsi la paix avec l'Allemagne.

Le nouveau gouvernement savait parfaitement qu'une Allemagne militariste triomphante serait l'ennemi le plus acharné du régime soviétique. C'est pourquoi la tactique du

gouvernement soviétique consista dans un premier temps à essayer de maintenir l'unité de la Russie avec les Alliés dans le but de conclure la paix. Si cela s'avérait impossible et que les Alliés souhaitent poursuivre la guerre contre l'Allemagne, le gouvernement soviétique était dans l'obligation de conclure une paix séparée, mais de manière à ne laisser aucun doute dans l'esprit du peuple russe qu'il ne s'agissait pas d'une paix démocratique mais d'une paix imposée aux vaincus et donc provisoire.

Tôt ou tard, une telle paix devrait céder la place à une lutte à mort contre l'impérialisme allemand ; mais pour que la Russie ait une chance de remporter la victoire, il fallait que les paysans, les ouvriers et les minorités nationales expérimentent les conséquences de la révolution. Ce seul fait permettait de s'assurer le soutien et les sacrifices des masses populaires. Le pouvoir soviétique avait besoin d'une trêve pour mener à bien la nationalisation des terres, réorganiser l'industrie sur une nouvelle base et accorder l'indépendance aux minorités nationales opprimées. Il devait créer une toute nouvelle machine gouvernementale, de nouvelles forces économiques et organiser une nouvelle armée.

Proposant d'abord que les négociations avec l'Allemagne pour une paix « *sans annexions ni indemnités de guerre* » soient menées non pas par la Russie seule mais par tous les Alliés, le gouvernement soviétique a demandé à l'Allemagne un armistice de trois mois. Les Alliés rejetèrent l'invitation, et la Russie fut contrainte de se rendre seule à Brest-Litovsk ^[1], ayant obtenu un armistice d'un mois seulement.

La deuxième partie du programme de paix soviétique visait à démasquer l'hypocrisie du militarisme allemand, qui acceptait formellement la paix « *sans annexions ni indemnités de guerre* », mais tout en poursuivant en réalité des objectifs d'annexion et en demandant des indemnités considérables. Notre politique était non seulement au service du peuple russe, mais aussi des sujets des Puissances centrales ^[2], dont les soldats étaient trompés par les assurances successives de leurs diplomates selon lesquelles l'Allemagne et l'Autriche souhaitent seulement mettre fin à la guerre le plus rapidement possible. La délégation soviétique a d'abord refusé de se plier aux conditions allemandes tout en déclarant en même temps que la Russie ne poursuivrait pas la guerre. Ce n'est que lorsque les Allemands ont lancé une nouvelle offensive que le gouvernement soviétique a signé le traité de Brest-Litovsk. Mais si la victoire matérielle revenait à l'Allemagne et à l'Autriche, c'est la délégation soviétique qui remportait la victoire morale.

[1] Traité de paix signé le 3 mars 1918 dans la ville de Brest-Litovsk (aujourd'hui en Biélorussie) entre la Russie et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), mettant fin à la participation russe à la Première guerre mondiale. Le traité de paix initial, négocié depuis décembre 1917, divisait profondément les bolcheviques entre les partisans d'une signature immédiate (Lénine) et ceux d'une « guerre révolutionnaire » (les « communistes de gauche », dont Tokharienne). Trotsky suivit un moyen terme en déclarant le 10 février aux délégués allemands que la Russie ne signait pas la paix mais refusait de continuer la guerre (« *ni guerre, ni paix* ») et démobilisait son armée, espérant ainsi accélérer le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Mais les Allemands ayant rapidement repris leur offensive, Lénine impose de justesse son point de vue. Par le traité signé le 3 mars, la Russie perdait l'Ukraine, la Courlande, l'Estonie, la Livonie, les villes de Kars, Batoum et Ardakan et les Îles Aaland. La défaite des armées allemandes à l'Ouest et la Révolution de novembre 1918 à Berlin annuleront le traité de Brest-Litovsk.

[2] Coalition formée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, opposée aux Alliés de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie, Italie) pendant la Première guerre mondiale.

Malgré le refus des Alliés de négocier la paix ensemble avec la Russie, la diplomatie soviétique a cherché à éviter une rupture avec eux et à contenir les Allemands dans les limites du traité qu'ils avaient imposé. Comme l'Allemagne nous obligeait à reconnaître et à conclure la paix avec la « République populaire d'Ukraine »^[3], qui était déjà devenue un gouvernement monarchiste à l'aide de baïonnettes allemandes, nous avons tenté, au cours des négociations avec l'Ukraine, de fixer une ligne de démarcation entre l'armée russe, alors composée d'un mélange de détachements de volontaires rouges et du reste de l'ancienne armée, et les armées allemandes.

L'auteur de ces lignes, en tant que chef d'une délégation qui s'est rendue au mois d'avril, 1918, d'abord à Koursk puis à Kiev, a été chargé de mener ces discussions. Mais en dépit de tous les efforts, je n'ai pu faire établir une telle ligne de démarcation, sauf sur une partie du front. Les Allemands n'ont jamais voulu déterminer une ligne de démarcation dans le secteur de Rostov et ils se sont également réservé la liberté d'avancer quand ils le souhaitaient vers le Kouban et Bakou. Au même moment, notre ambassadeur à Berlin, M. Joffé^[4], ainsi que notre Commissariat aux Affaires étrangères, dirigé par M. Tchichérine^[5], tentaient de parvenir à un *modus vivendi* sur la base du traité de Brest-Litovsk.

Bien que l'Allemagne poursuivait des objectifs très précis à l'égard du pouvoir soviétique, elle ne jouissait pas d'une liberté d'action suffisante lui permettant de réaliser intégralement ses plans. Elle était immergée dans sa lutte contre les Alliés et, tout en œuvrant à l'effondrement du pouvoir soviétique, elle s'efforçait également de mettre à profit, notamment d'un point de vue économique, les relations entre les deux pays. Cela explique

[3] En avril 1917 fut élue une « *Rada* (parlement) *centrale* » majoritairement menchévique-socialiste-révolutionnaire, avec Semyon Pétioura à sa tête. Elle négocia une large autonomie avec le Gouvernement provisoire russe mais, après la révolution d'Octobre, elle déclara unilatéralement l'indépendance de l'Ukraine et s'opposa à la Russie soviétique en favorisant les forces contre-révolutionnaires. En janvier 1918 les premiers affrontements eurent lieu entre la nouvelle armée rouge et les troupes de Pétioura. Chassé de Kiev par une insurrection ouvrière, Pétioura reprit le pouvoir avec l'aide de l'armée allemande et à la faveur du traité de Brest-Litovsk avant de le reperdre à nouveau en avril à la suite du coup d'état du Hetman (chef des armées) Skoropadsky. Renversé en décembre 1918, ce dernier est remplacé par une « *République populaire ukrainienne* », dirigée par un Directoire. Le chassé-croisé des divers pouvoirs (Kiev changera de main plus de 6 fois) durera jusqu'en octobre 1920 lorsque la République socialiste soviétique d'Ukraine fut proclamée (dont le Président du Conseil des Commissaires du peuple n'était autre que Christian Rakovsky.)

[4] Joffé, Adolf Abramovitch, (1883-1927), médecin, révolutionnaire professionnel et diplomate soviétique. Milita dans la social-démocratie depuis la fin des années 1890, menchévique en 1903. Proche de Trotsky, il édite avec lui le journal *Vpériod* (1908) et la première *Pravda* à Vienne (1912). En mars 1917, membre de l'organisation « Interrayons » de Petrograd qui fusionne ensuite avec le Parti bolchevique en juillet. Élu au Comité central, désigné président de la première délégation russe à Brest-Litovsk en décembre 1917, avec les « communistes de gauche », il s'oppose à la signature du Traité de paix. Représentant diplomatique en Allemagne (1918), en Chine (1922-1923), en Grande-Bretagne (1924), en Autriche (1924-1925) et au Japon (1925). Nommé recteur de l'Université chinoise (1926). Membre de l'Opposition de gauche, gravement malade, il se suicide en 1927 pour protester contre l'exclusion de Trotsky.

[5] Tchichérine, Georgi Vassiliévitch (1872-1936), diplomate d'origine noble, révolutionnaire professionnel. Employé au Ministère tsariste des Affaires étrangères (1898). Émigré de 1904 à 1918 (Allemagne, France, Belgique, Angleterre). Membre du POSDR à partir de 1905, d'abord bolchevique puis menchévique, avant de se rapprocher à nouveau des premiers au début de la Première guerre mondiale. Milita activement dans les jeunesses socialistes en Allemagne, où il se lie d'amitié avec Karl Liebknecht, puis au sein du Parti socialiste français. Emprisonné en Angleterre pour ses activités contre la guerre, il rentre en Russie en janvier 1918. Adhère au Parti bolchevique et est nommé le 21 janvier adjoint de Léon Trotsky au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Membre de la délégation qui signe le traité de paix de Brest-Litovsk en mars 1918, il est ensuite désigné Commissaire du peuple par intérim le 8 mars et remplace définitivement Trotsky le 30 mai 1918. Vice-président de la délégation russe à la Conférence Gênes (1922) et président de la délégation russe à la Conférence de Lausanne (1922-1923). Gravement malade et en désaccord sur plusieurs points avec Staline, quoique s'abstenant de toute opposition ouverte, il est déchargé de son poste et remplacé par Maxime Litvinov le 25 juillet 1930 avant de mourir d'une hémorragie cérébrale et dans l'oubli 6 ans plus tard.

pourquoi, tant à Berlin, où M. Joffé représentait les Soviétiques, qu'à Kiev, où pendant cinq mois j'ai traité avec le gouvernement ukrainien (qui n'était rien d'autre qu'un État fantoche de l'Allemagne) et avec l'ambassadeur allemand le Baron Mumm et les généraux allemands, nous avons pu tirer profit de la délicate position stratégique et politique de l'Allemagne afin de maintenir un état de paix tout relatif. Je me suis efforcé d'éviter tout incident fâcheux le long de la ligne de démarcation entre nos deux armées et de favoriser les relations économiques avec l'Ukraine.

Mais en réalité, la guerre avec l'Allemagne se poursuivait. Les ouvriers et les paysans de la Russie blanche et de l'Ukraine, amis du pouvoir soviétique, n'ont jamais cessé de lutter contre la domination allemande. Les grèves ouvrières et les révoltes paysannes se succédèrent. La volonté des Allemands de ravitailler leurs armées et leur pays grâce à l'Ukraine, qu'ils considéraient comme un riche grenier, fut ainsi frustrée.

Pendant tout ce temps, nous avons essayé de maintenir un contact soutenu avec les Alliés. Nous ne concevions aucune contradiction dans cette idée de coopération avec des puissances ayant une structure sociale distincte de la nôtre. Nous avons admis que le stade de développement économique de notre pays ne favorisait pas une organisation socialiste immédiate de son système de production. La socialisation ne pouvait être que partielle, car les industries lourdes n'étaient que peu développées. À l'époque, nous n'avions pas le projet de nationaliser toute l'industrie lourde ; nous acceptions cette nécessité parce que les propriétaires capitalistes opposaient une résistance systématique à notre programme de contrôle de l'industrie par les ouvriers. Ce n'est qu'en juin 1918, afin de vaincre la résistance des propriétaires et d'empêcher que les grandes entreprises industrielles appartenant aux Allemands ne leur soient restituées conformément au traité de Brest-Litovsk, que nous avons promulgué la loi de nationalisation de toutes les industries dont le capital était supérieur à un demi-million de roubles. Mais cela n'incluait qu'une petite partie de notre système économique ; il restait une énorme sphère d'activité pour l'entreprise privée, en particulier pour les paysans et aussi pour les capitaux étrangers. La politique de concessions aux étrangers destinée à attirer les capitaux étrangers pour aider à la reconstruction économique du pays, a été formulée à cette époque là par Lénine.

Nous avons communiqué notre plan précis au représentant de la Croix-Rouge américaine, le colonel Raymond Robins ^[6], au moment de son départ pour les États-Unis au printemps 1918. Les ambassadeurs alliés ayant quitté la capitale pour Vologda, nous avons tenté de connaître le point de vue des Alliés par l'intermédiaire du consul américain, M. Poole, et du secrétaire du consulat norvégien, M. Christiansen, mais nous n'avons reçu aucune réponse.

Nous n'avons appris qu'une chose : les Alliés s'étaient fixé pour objectif de rétablir le front russe contre l'Allemagne. Cela ne pouvait se faire sans mettre en péril le travail d'organisation du pouvoir soviétique et de reconstruction de la vie économique de la

[6] Robins, Raymond (1873-1954), avocat étasunien. De 1917 à 1918, chef de la Mission américaine de la Croix-Rouge en Russie, il rencontre de nombreuses personnalités soviétiques après la révolution d'Octobre, jouant ainsi un rôle de représentant officieux du gouvernement des États-Unis.

nation qui venait de commencer.

Ce qu'ils n'ont pas pu accomplir par la persuasion, les Alliés ont alors tenté de l'accomplir par la violence. Les légionnaires tchécoslovaques, qui avaient été autorisés à quitter la Russie en passant par la Sibérie (au lieu d'Arkhangelsk comme nous le souhaitions), ont constitué le premier front intérieur contre le gouvernement soviétique. Le 6 avril 1918, les Japonais ont occupé Vladivostok et ont commencé à avancer en Sibérie. Le 5 août, les Anglais occupèrent Arkhangelsk. Une série de révoltes eurent lieu au cours de l'été 1918 à l'instigation, directe ou indirecte, d'agents des Alliés. Une des clauses de l'accord d'armistice entre les Alliés et l'Allemagne imposait aux Allemands l'obligation de maintenir leurs troupes dans les territoires russes qu'ils occupaient jusqu'à l'arrivée des troupes alliées.

Mais malgré tout cela En dépit de cela, nous n'avons pas renoncé à nos tentatives de parvenir à un accord avec les Alliés. Nous avons accepté la première invitation qui nous a été faite, en février 1919, pour assister à une conférence de paix à Prinkipo ^[7]. Nous avons clairement exposé notre plan de concessions, et nous sommes même allés jusqu'à déclarer notre volonté de résoudre la question des dettes d'avant-guerre à condition que des relations normales soient rétablies entre la Russie et les Alliés.

Dans les années 1919 et 1920, qui furent les plus difficiles pour le gouvernement soviétique, nous avons dû lutter contre les invasions alliées, contre les armées de Koltchak, de Dénikine et de Wrangel soutenues par les Alliés, et enfin contre la Pologne. Mais l'échec de la politique d'intervention devenant évident aux yeux de certains Alliés, la Conférence des ambassadeurs à Paris au début de l'année 1920 décida de lever le blocus contre l'Union soviétique. Pendant la guerre avec la Pologne, l'Angleterre a tenté de rétablir la paix, au moment même où nos armées se rapprochaient de Varsovie.

Les premières nations à conclure la paix avec nous ont été les États baltes, qui espéraient que la reconnaissance par le gouvernement soviétique de ces anciennes parties de l'Empire russe consacrerait leur indépendance politique. En 1920, nous avons signé des traités avec l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Finlande, ainsi que le traité préliminaire de Riga avec la Pologne. L'année suivante, ce fut le traité final avec la Pologne et les traités avec la Perse, l'Afghanistan, la Turquie et la Mongolie, ainsi que des accords commerciaux avec l'Angleterre, la Norvège et l'Italie. Ces développements indiquaient que nous entrions progressivement dans une période de paix.

Parmi les puissances alliées, la première à amorcer la reprise des relations commerciales avec la Russie a été l'Angleterre, sous l'emprise de ses propres difficultés économiques. C'est son initiative qui a été déterminante dans l'invitation adressée à la Russie de

[7] « Îles des Princes » en Turquie (Büyükdada en turc). En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles décida d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants aux îles de Prinkipo, près de Constantinople, pour entamer, avec les représentants des puissances de l'Entente, des négociations en vue d'un accord de paix. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas des ses opposants, enterrant ainsi cette initiative. C'est à Prinkipo que Trotsky s'installa quelques temps après son expulsion d'URSS en 1929.

participer à la conférence de Gênes ^[8]. Cela nous a permis pour la première fois d'établir des contacts avec les représentants officiels de tous les autres pays importants, à l'exception des États-Unis qui n'avaient pas de représentation à Gênes.

Mais la politique des puissances était dominée par l'idée que le pouvoir soviétique, sorti victorieux de ses épreuves militaires, serait renversé à la suite de difficultés internes, ainsi que par la volonté de nous faire reconnaître les dettes tsaristes et de rétablir la propriété privée. Les crédits que nous avons demandés, sans lesquels le remboursement de la dette n'aurait été qu'une phrase vide de sens, n'ont pas été accordés. De la même manière, nous avons été invités à participer à la conférence de Lausanne ^[9] dans l'espoir de nous faire signer une convention pour la neutralisation du détroit du Bosphore et des Dardanelles, qui aurait ouvert la mer Noire et en aurait fait un futur théâtre de guerre.

L'année 1924 a marqué la consécration de notre reconnaissance. La constitution du Cabinet Travailleuse en Angleterre a amené le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Angleterre, qui a été suivi au cours de l'année par le rétablissement des relations avec l'Italie, la Norvège, l'Autriche, la Grèce, la Suède, la Chine, le Danemark et la France, et, en 1925 avec Japon.

Nous avons réussi à maintenir et à consolider notre situation en Russie parce que nous avons poursuivi un programme comprenant quatre points : la résolution de la question agraire, celle du travail, celle des nationalités et, finalement, par une politique de paix en opposition à la politique de conquête du tsarisme russe. Nous sommes arrivés au pouvoir en partie à la suite de la révolte des peuples de Russie contre la guerre mondiale, dont la politique impérialiste tsariste a été l'une des causes ; et nous étions obligés de rechercher la paix en tant que première condition nécessaire à la solution des problèmes politiques et sociaux dont dépend le bien-être de nos classes laborieuses.

Cet objectif exigera des sacrifices pendant plusieurs générations et exclura automatiquement tout esprit agressif ou guerrier. La description de l'Union des Soviets comme un État économique exprime une vérité, en ce sens que les problèmes auxquels le gouvernement soviétique est confronté sont tous de nature interne, économique, intellectuelle et sociale. Ses fonctions économiques prédominent sur ses fonctions administratives, car il contrôle les moyens de transport, une grande partie de l'industrie, le commerce extérieur, le crédit et les banques, et est par conséquent responsable du développement de l'agriculture. En cas de guerre, c'est le gouvernement soviétique lui-même qui doit subvenir à ses besoins en tant qu'entrepreneur, industriel, banquier et commerçant.

[8] La « *Conférence économique et financière* » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 à l'instigation du Premier Ministre anglais David Lloyd George et a rassemblé les représentants de 34 nations dont, pour la première fois à une conférence de haut niveau, une délégation de représentants soviétiques, avec Tchitchérine et Rakovsky à leur tête. Cette conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique, commerciale et du système financier international mis à mal par la Première guerre mondiale.

[9] La Conférence de Lausanne se déroula de novembre 1922 à juillet 1923 (avec des interruptions), elle devait fixer, à la suite du traité de paix entre les puissances Alliées et la Turquie, le régime des Détroits turcs et l'accès de la mer Noire, notamment aux navires de guerre. La délégation soviétique, emmenée par Tchitchérine, y défendit activement la souveraineté du peuple turc sur ses eaux territoriales.

Notre immense tâche de reconstruction ne fait que commencer. Nous avons un pays gigantesque, dont le territoire représente un sixième de la superficie du globe, avec un potentiel de richesse illimité et une population qui compte aujourd'hui 140 000 000 d'habitants. Mais sa structure économique est l'une des plus arriérées au monde.

Le revenu national par habitant, qui selon nos statistiques s'élevait à environ 101 roubles avant la guerre, était tombé à moins de la moitié de cette somme à la fin de la guerre civile ; puis il a augmenté à nouveau, mais sans atteindre le niveau d'avant-guerre. Les statistiques de 1925 indiquent que le revenu par habitant était équivalent à environ 72 roubles. Le capital national total représenté dans l'industrie, les moyens de transport, l'agriculture et les bâtiments, dans les limites actuelles de l'Union soviétique, qui était estimé à 54 500 000 000 de roubles en 1913, s'élève maintenant, après quatre ans de reconstruction, à environ 36 800 000 000 roubles. Autrement dit, nous avons perdu 32,7 % de notre richesse nationale.

Notre système d'instruction publique, bien que très avancé par rapport à ce qu'il était sous le régime tsariste, est encore loin de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population.

La meilleure preuve du progrès de notre agriculture est la popularité des tracteurs américains auprès des paysans, mais leur distribution est encore à un stade nettement insuffisant. Nos industries, les chemins de fer, les routes et les canaux doivent être restaurés et développés. Alors qu'aux États-Unis, on dit qu'il y a une voiture pour sept personnes, en Russie, il y a une voiture pour 50 000 personnes. Notre tâche est d'amener la Russie au niveau d'un État moderne, et détourner des hommes ou de l'argent à d'autres fins serait criminel.

Bien que nous ayons des frontières extrêmement étendues à garder, nous avons réduit notre armée à 560.000 hommes, soit environ la moitié de l'armée maintenue sous l'ancien régime ; et nous sommes prêts à faire d'autres réductions, car les 600.000.000 de roubles que nous dépensons pour notre armée - plus d'un sixième de nos revenus - pourraient être mieux employés dans des tâches immédiatement nécessaires à notre peuple. Nous regrettons donc que l'intransigeance de la Suisse nous ait empêchés de participer à la conférence sur le désarmement. ^[10]

La volonté du gouvernement soviétique d'éviter les complications de toutes sortes suffit à expliquer notre refus d'entrer dans la Société des Nations ^[11] et notre antagonisme à l'égard des accords collectifs sans but précis et du système d'alliances, auxquels nous

[10] Une conférence sur le désarmement sous les auspices de la Société des Nations devait se tenir en 1926, mais le gouvernement soviétique refusait d'y participer car elle devait se dérouler en territoire Suisse, pays avec lequel l'URSS était en conflit diplomatique depuis l'assassinat de son représentant plénipotentiaire Vorovsky à Lausanne en 1923.

[11] Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

préférons les accords bilatéraux, tels ceux que nous avons conclus avec la Turquie et l'Allemagne et que nous concluons avec d'autres voisins. Si nous étions dans la Société des Nations, la nécessité de prendre position sur des questions à régler devant elle nous obligerait à choisir entre l'un ou l'autre groupement politique de pays, de sorte que nous serions continuellement impliqués dans des conflits que nous ne souhaitons pas. Nous souhaitons encore moins des alliances qui impliqueraient nos peuples dans des enjeux incertains. Même les alliances défensives ont toujours tendance à mener à la guerre. L'exemple de la Triple Alliance et de l'Entente nous donne une leçon que nous ne pouvons pas oublier. ^[12]

Ce qui nous semble préférable, et c'est ce que nous avons fait, c'est de conclure avec tous les États possibles des accords comportant l'obligation, en premier lieu, de maintenir la neutralité au cas où l'une ou l'autre des parties serait attaquée et, en second lieu, de ne pas entrer dans des combinaisons politiques, financières ou autres dirigées contre l'une ou l'autre des parties. L'avantage de ces accords réside dans leur nature purement défensive et dans le fait que rien n'empêche de les conclure avec tous les États sans exception. Les mêmes obligations que nous avons acceptées envers la Turquie et l'Allemagne, nous pouvons les accepter envers toutes les autres puissances.

J'ai déjà indiqué que nous sommes en train de négocier des accords similaires avec nos autres voisins. Nous avons fait des propositions à tous, sauf à la Roumanie, dont je parlerai plus loin. Nous pensons que ces propositions seront finalement acceptées. Nos voisins, y compris la Pologne, ont intérêt à nous accorder des garanties réciproques de paix, pour des raisons tout autant économiques que politiques. L'Estonie et la Lettonie ne peuvent pas tirer parti de leur situation d'États maritimes si les exportations croissantes de l'Union soviétique ne continuaient pas à passer par leurs chemins de fer et leurs ports. On peut en dire autant de la Pologne. L'industrie polonaise s'est développée grâce à l'immense marché de l'ancien empire russe et c'est en Russie, plutôt que dans les pays plus développés à l'ouest, que la Pologne devra trouver un débouché pour sa production.

J'ai mis à part le cas de la Roumanie. Il reste une cause de discorde entre nous et la Roumanie, qui empêche la conclusion du même type d'accord que celui dont nous discutons avec nos autres voisins. Les circonstances dans lesquelles la Roumanie a annexé la Bessarabie sont bien connues. La Russie, on le sait aussi, n'a jamais été consultée sur le sort de son ancienne province. En mars 1918, le Premier ministre du gouvernement roumain, le général Averescu, qui est maintenant de nouveau au pouvoir, a signé un traité avec l'auteur, en tant que représentant du gouvernement soviétique, obligeant la Roumanie à évacuer la Bessarabie dans les deux mois.

Profitant par la suite du fait que les Allemands avaient occupé une partie de notre territoire, et du soutien germanique puisqu'à l'époque le général Mackensen occupait la Roumanie, mais aussi de l'irrésolution des Alliés qui cherchaient à renforcer leur coalition

[12] Les deux principales coalitions impérialistes à la veille de la Première guerre mondiale ; Triple Alliance (ou Triplique) : Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie (neutre en août 1914, cette dernière passera ensuite dans le camp de l'Entente); Triple-Entente : France, Grande-Bretagne, Russie.

en concédant la Bessarabie à la Roumanie, les Roumains se sont proclamés maîtres de la Bessarabie. On se souvient que les États-Unis n'ont jamais reconnu ce coup de force.

La politique du gouvernement soviétique concernant la question bessarabienne n'est pas de prétendre que la Bessarabie devrait appartenir à l'Union soviétique, bien que cette ancienne province turque ne comptait que 200 000 habitants au moment où la Russie l'a conquise et en comptait 3 000 000 au moment où elle a été annexée par la Roumanie, à laquelle elle n'a jamais appartenu. Mais, lors de la conférence de Vienne entre la Roumanie et nous-mêmes en 1924, nous avons exigé, et nous sommes fondés à le faire, que la population de la Bessarabie elle-même soit consultée. La Roumanie a rejeté un tel plébiscite. La population de Bessarabie, qui était du côté des Alliés, se voit refuser les droits que les Alliés ont accordés à l'Allemagne dans la question de la Haute-Silésie. Bien entendu, un plébiscite doit être mené dans des conditions garantissant son intégrité. L'armée et les fonctionnaires roumains devraient donc préalablement quitter la Bessarabie.

Notre politique en Asie trouve son inspiration dans la Constitution de l'Union soviétique, que nous considérons comme un modèle d'égalité politique entre les différentes races. Elle va même jusqu'à admettre le droit des nations qui entrent dans l'Union à la quitter de leur propre gré, sans demander le consentement des autres membres de l'Union. Et nous n'appliquons pas notre logique à nous seuls ; nous agissons dans l'intérêt de la conservation de nos institutions en appliquant dans notre politique en Asie ce principe d'« autodétermination » - un principe américain, soit dit en passant, transmis en Europe par les Français qui avaient participé à la guerre d'indépendance américaine.

Les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique ne sont malheureusement pas encore rétablies ^[13]. Je ne crois pas que la question des dettes - qui consiste à accorder crédit à la bonne volonté dont notre gouvernement a déjà fait preuve pour faciliter une solution dans les limites de l'équité - puisse constituer une difficulté sérieuse. J'attribue plutôt cette anomalie au fait qu'un océan nous sépare et que les États-Unis n'ont pas encore pleinement réalisé l'importance politique et économique de l'Union des Soviets. Et je ne parle pas seulement du point de vue des relations commerciales directes entre nos deux pays, mais aussi du rôle que la Russie peut jouer dans les relations commerciales avec les pays d'Europe et d'Asie qui ont des contacts financiers et commerciaux avec les États-Unis.

Je sais que ce qu'on appelle la « propagande » est souvent invoquée comme argument contre le rétablissement de relations normales. Mais le gouvernement soviétique ne doit pas être confondu avec la Troisième Internationale. Nous ne pouvons pas croire que l'Amérique maintiendra à notre égard une politique moins libérale que celle adoptée par le Tsarisme russe pendant une longue période à l'égard des États-Unis, malgré le fait qu'ils étaient identifiés à l'idée républicaine que le tsarisme abhorrait. Les relations entre les peuples et les États devraient être fondées non pas sur la théorie sociale, mais sur des intérêts politiques et économiques réciproques.

[13] Les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'URSS ne furent finalement rétablies que le 16 novembre 1933.